

GROUPE GORGE
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2011

RAPPORT D'ACTIVITE

Les comptes consolidés de Groupe Gorgé du 1^{er} semestre 2011 sont établis avec le même périmètre que ceux au 31 décembre 2010 pour les activités poursuivies. Les comptes du 1^{er} semestre 2010 ont été retraités conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, pour être comparables à ceux du 1^{er} semestre 2011 et de l'année 2010.

La société ALMITEC et sa filiale, qui étaient traitées en activités non poursuivies dans les comptes 2010, ont été cédées en mars 2011 et ont été déconsolidées au 1^{er} janvier 2011.

Le groupe a réalisé au cours du semestre un chiffre d'affaires de 101,4 M€, contre 90,5 M€ pour la même période en 2010, soit une évolution de +12 %.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 2,5 M€, contre 3,7 M€ en 2010.

Compte tenu des coûts de restructuration des activités poursuivies de 0,15 M€ (0,1 M€ en 2010), le résultat opérationnel est de 2,3 M€, contre 3,6 M€ en 2010. Le résultat net des activités poursuivies (profit de 2,3 M€) est équivalent à celui du premier semestre 2010 (profit de 2,2 M€). Le résultat des activités non poursuivies est nul, alors qu'il était constitué au 1^{er} semestre 2010 de la perte opérationnelle d'ALMITEC et sa filiale. Le résultat net part du groupe est un profit de 2,3 M€ (profit de 0,3 M€ en 2010).

Les comptes consolidés au 30 juin 2011 comportent une dette de 4,9 M€ au titre des dividendes à payer par GROUPE GORGE et par ECA à ses minoritaires.

Faits marquants

Les comptes figurant à titre de comparatif pour le premier semestre 2010 ont fait l'objet de modifications par rapport à ceux antérieurement publiés. Les modifications effectuées concernent l'application d'une nouvelle réglementation fiscale (Traitement de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE), le classement des dotations et reprises de certaines provisions entre résultat opérationnel et résultat financier (reclassement non significatif) et le reclassement de la contribution de la société ALMITEC (ainsi que sa filiale) au titre de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Une réconciliation est détaillée en note 1.2.

1/ Cession de la société ALMITEC

Une transaction a été conclue en mars 2011 pour la cession d'ALMITEC dont la contribution a été reclassée dans les comptes 2010 en application de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Des comptes intermédiaires n'étant pas disponibles, la société a été déconsolidée au 1^{er} janvier 2011.

2/ Des restructurations se sont poursuivies du fait du contexte économique.

Des coûts de restructuration mineurs ont encore été supportés par le groupe, au sein du pôle Systèmes Intelligents de Sûreté (0,1 M€) et du pôle Projets et Services Industriels (0,05 M€).

3/ Création d'une nouvelle filiale

GROUPE GORGÉ a créé une nouvelle société, la SCI DES PORTES pour acquérir un bien immobilier à SCHAEFFERSHEIM (67), à proximité immédiate de la société BAUMERT et destinée à accueillir l'extension de son atelier rendue nécessaire par la croissance de l'activité.

4/ Réorganisation juridique de ECA SA

La société ECA SA a procédé à l'apport de ses activités opérationnelles à sa filiale la société ECA ROBOTICS. ECA SA ne conserve que des actifs financiers (titres des filiales) et immobiliers. Cette réorganisation juridique rétroactive au 1^{er} janvier 2011 n'a strictement aucun impact sur les comptes consolidés du groupe.

Activité

Systèmes Intelligents de Sûreté (groupe ECA)

Le chiffre d'affaires du premier semestre est en croissance de 9 % par rapport au 1^{er} semestre 2010 (56,7 M€ contre 52,1 M€ en 2010). Cette progression a été permise par le bon niveau du carnet de commandes en début d'année et la forte croissance de l'activité dans le secteur aéronautique (contrats des systèmes d'assemblage de l'A350 XWB) qui compensent le recul du chiffre d'affaires dans la défense (-23%). Il faut néanmoins rappeler que l'activité dans le secteur de la défense avait été stimulée en 2010 par le plan de relance gouvernemental.

Le résultat opérationnel s'élève à 0,5 M€ (soit 0,8% du CA consolidé), contre 4,4 M€ en 2010. Ce retrait sensible du résultat s'explique par plusieurs facteurs : le programme A350 XWB est entré dans une phase cruciale de montage et de mise au point sur site qui a entraîné des coûts supplémentaires non encore compensés en totalité par des avenants aux contrats initiaux ; le recul du chiffre d'affaires défense a un effet mécanique sur la marge d'ECA Robotics qui se traduit par une performance opérationnelle décevante sur la période ; l'activité d'ECA CSIP en Grande-Bretagne a été pénalisée par l'allongement des délais de notification de contrats de défense britannique ; ECA FAROS a vu son chiffre d'affaires stimulé par des affaires de négoce à faible marge.

L'endettement net du pôle s'est significativement dégradé au cours du semestre (+9,6 M€), en raison du niveau du résultat opérationnel, d'une forte dégradation du besoin en fonds de roulement (-7,6 M€) due à des retards de paiement significatifs de la Direction Générale de l'Armement et à l'évolution défavorable de la situation de trésorerie des affaires Airbus. De surcroît, le niveau des investissements est resté élevé au cours du semestre (R&D mais aussi nouvel ERP et fin de la construction du nouveau siège d'ECA SA).

Les prises de commandes du semestre s'élèvent à 51,1 M€, contre 40,2 M€ au 1^{er} semestre 2010. Parmi les commandes significatives enregistrées, on peut citer les contrats de la DGA pour le ROV 2000 qui équipera la CEPHISMER et la station de mesures sous-marine de PIPADY, de DCNS pour les postes de pilotage des sous-marins SCORPENE pour la marine indienne, plusieurs simulateurs de passerelles, un simulateur naval pour le Bangladesh. Dans le secteur civil, plusieurs avenants aux contrats A350 XWB ont été notifiés pour un montant de l'ordre de 10 M€, plusieurs ventes du nouveau simulateur de poids lourds EFTtruck Motion ont été déjà réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la directive européenne.

Le carnet de commandes s'élève au 30 juin 2011 à 89,1 M€. Le carnet d'offres demeure à un niveau très important, en particulier en Asie du Sud-Est et dans les pays du Golfe Persique.

Protection en Milieux Nucléaires (groupe NUCLEACTION)

Le chiffre d'affaires du groupe NUCLEACTION est stable par rapport au premier semestre 2010 et s'établit à 13,7 M€. Cette stabilité du chiffre d'affaires malgré l'importance du carnet de commandes s'explique par le calendrier de réalisation des contrats en cours et par le ralentissement du chantier de Flamanville. Les événements de Fukushima n'ont aucun impact significatif à court terme sur l'activité, bien que les audits de sécurité menés par EDF ou l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN) aient pu ponctuellement ralentir l'avancement des chantiers

Bien qu'aucune commande significative n'ait été prise sur le semestre, le bon niveau des activités de maintenance et de travaux sur les sites en exploitation a assuré des prises de commandes d'un niveau satisfaisant. Ainsi, le carnet de commandes du pôle ne connaît qu'un léger recul sur le semestre et atteint 46 M€ (49 M€ au 30 juin 2010). Les perspectives de nouvelle amélioration du carnet restent favorables.

Le résultat opérationnel s'élève à 1,45 M€ contre 1,10 M€ au 1^{er} semestre 2010.

Projets et Services Industriels (CIMLEC Industrie, CLF-SATREM, FAURE QEI)

Dans la continuité de l'amélioration significative du carnet de commandes du pôle en 2010 (+70%), le chiffre d'affaires du semestre affiche une croissance de 32% (32,8 M€, contre 24,8 M€ au 1^{er} semestre 2010).

CIMLEC Industrie et ses filiales voient leur chiffre d'affaires atteindre 18,3 M€ (+32% par rapport au 1^{er} semestre 2010) et leur carnet de commandes progresser encore de 37% sur le semestre.

L'activité de CLF-SATREM est également en croissance, de 34% par rapport au 1^{er} semestre 2010 à 13,7 M€ (contre 10,2 M€ en 2010). La société conserve un carnet d'offres en cours satisfaisant après avoir fait progresser son carnet de commandes de plus de 3% sur le semestre (+51% sur l'ensemble de l'exercice 2010).

La société FAURE QEI quant à elle n'atteint pas ses objectifs et vient pénaliser les performances du pôle. Sa contribution au chiffre d'affaires ne s'élève qu'à 0,6 M€ et sa contribution au résultat opérationnel reste négative, à hauteur de -0,4 M€.

Le résultat opérationnel du pôle s'élève à +0,7 M€, contre -1,8 M€ au 1^{er} semestre 2010.

Perspectives

L'activité de CLF-SATREM et de CIMLEC Industrie devrait au second semestre se poursuivre sur la même tendance, les commandes des activités de ce pôle étant en général réalisées pour l'essentiel dans un délai de 6 mois. Le niveau des prises de commandes du second semestre dépendra quant à lui de l'évolution de la conjoncture économique.

Dans le secteur nucléaire, le chiffre d'affaires devrait être encore en croissance sur l'ensemble de l'année, malgré les risques que font peser les retards pris par les maîtres d'œuvre des chantiers EPR de Flamanville (France) et Olkiluoto (Finlande). A moyen terme, le renforcement de la sécurité des centrales devrait être porteur d'opportunités pour NUCLEACTION. Le niveau de marge ne devrait pas connaître de fléchissement, les difficultés et les risques des commandes obtenues restant maîtrisés. NUCLEACTION est candidat à des appels d'offre très significatifs pour les EPR en chantier à Taishan, ces appels d'offre devant normalement se conclure au troisième ou au début du quatrième trimestre 2011. Pour le long terme, NUCLEACTION a engagé des discussions pour le projet ITER et le projet d'EPR au Royaume Uni (Hinkley Point).

Concernant le groupe ECA, l'objectif de chiffre d'affaires reste une légère croissance par rapport à 2010. Le résultat opérationnel se redressera au second semestre et devrait être plus conforme aux standards du groupe sur la deuxième partie de l'année 2011.

L'endettement net du groupe se réduira du fait des facturations importantes du second trimestre qui conforteront la trésorerie à partir de septembre.

Le nombre d'offres en cours, le positionnement du pôle sur des marchés porteurs (robotique terrestre, démantèlement nucléaire, simulateurs par exemple) et sa clientèle internationale diversifiée permettent la confiance du management dans les perspectives.

Le Groupe Gorgé n'a pas conclu d'opération de croissance externe au cours des douze derniers mois. La recherche de cibles est pourtant permanente et plusieurs dossiers ont été examinés sans être menés à terme. Le groupe souhaite se renforcer dans ses trois pôles et notamment dans les secteurs de la défense, du nucléaire ou de la protection incendie.

Note relative aux transactions réalisées avec des parties liées

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants de Groupe Gorgé ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

<i>En K€, dans les comptes du groupe</i>	<i>PELICAN VENTURE</i>	<i>SOPROMECC</i>
Compte de résultat		
Chiffre d'affaires	30	-
Autres produits	47	21
Achats et charges externes	238	-
Bilan		
Créances clients	-	-
Dettes fournisseurs	47	-
Dettes diverses	-	-
Dépôts de garantie reçus	24	10

PELICAN VENTURE est une société holding, actionnaire principal de Groupe Gorgé, présidée par le président de Groupe Gorgé. SOPROMECC est une filiale de PELICAN VENTURE.

Attestation du responsable du rapport semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Raphaël GORGÉ, Président Directeur Général.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2011

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

		En k€		
ACTIF	Notes	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
Actifs non courants		64 556	57 252	63 542
Ecarts d'acquisition	3.1	16 653	19 251	16 653
Immobilisations incorporelles	3.2	29 036	21 578	28 246
Immobilisations corporelles	3.2	14 945	12 661	13 635
Immeubles de placement		298	338	298
Actifs financiers : Prêts et créances		1 217	1 139	1 201
Actifs financiers : Titres non consolidés	3.3	111	51	111
Titres mis en équivalence		7	25	15
Impôt différé	3.8	2 111	2 025	1 641
Autres actifs non courants	3.5	179	184	1 741
Actifs courants		152 872	151 755	151 976
Stocks et en-cours	3.4	13 351	15 609	13 351
Clients et comptes rattachés		101 580	95 442	97 933
Autres actifs courants	3.5	16 487	15 074	14 871
Créance d'impôt	3.8	3 674	1 146	2 123
Trésorerie et autres équivalents	3.9	17 781	24 484	23 698
Actifs destinés à la vente	3.7	-	-	10 197
Total de l'actif		217 429	209 007	225 715
PASSIF		30/06/2011	30/06/2010 *	31/12/2010
Capitaux propres (part du groupe)		39 441	36 950	39 728
Capital ⁽¹⁾	3.10	11 574	11 574	11 574
Primes ⁽¹⁾		10 927	10 891	10 907
Réserves et résultat consolidés		16 940	14 485	17 247
Intérêts minoritaires		22 613	22 488	24 474
Passifs non courants		27 340	23 550	27 776
Provisions long terme	3.11	3 205	3 312	2 855
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	3.12	17 571	14 035	17 288
Impôts différés	3.8	5 774	5 451	6 842
Autres passifs non courants	3.6	790	751	790
Passifs courants		128 034	126 019	122 755
Provisions court terme	3.11	2 355	4 302	2 587
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	3.12	14 989	12 771	8 679
Fournisseurs et comptes rattachés	3.6	34 398	31 803	37 636
Autres passifs courants	3.6	76 083	77 013	73 587
Impôt exigible	3.8	209	129	266
Passifs destinés à la vente	3.7	-	-	10 982
Total du passif		217 429	209 007	225 715

⁽¹⁾ de l'entreprise mère consolidante

* colonne «30/06/10 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

COMPTE DE RÉSULTAT

En K€	Notes	1 ^{er} sem.11	1 ^{er} sem.10 *	2010
Chiffre d'affaires	3.14	101 405	90 502	197 139
Production immobilisée		2 454	2 478	8 287
Production stockée		659	(88)	(1 408)
Autres produits d'activité		1 789	3 336	4 498
Achats consommés		(63 736)	(53 616)	(118 887)
Charges de personnel		(35 322)	(35 095)	(68 179)
Impôts et taxes		(1 423)	(1 449)	(3 146)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises		(3 336)	(2 595)	(5 330)
Ecart d'acquisition négatifs		-	52	70
Autres charges d'exploitation nettes de produits		18	214	432
Résultat opérationnel courant		2 509	3 738	13 475
Pertes de valeur des écarts d'acquisition		-	-	-
Coûts de restructuration		(154)	(102)	(1 234)
Résultat opérationnel		2 355	3 636	12 241
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(426)	(373)	(936)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		172	(34)	100
Coût de l'endettement financier net (a)		(254)	(407)	(836)
Autres produits financiers (b)		291	1 248	1 052
Autres charges financières (c)		(482)	393	(450)
Charges et produits financiers (d=a+b+c)		(445)	449	(234)
Résultat courant		1 911	4 084	12 007
Impôt sur le résultat	3.8	432	(1 895)	(5 169)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		(7)	(6)	(15)
Résultat net des activités poursuivies		2 336	2 183	6 823
Résultat net des activités non poursuivies	3.7	-	(220)	(711)
Résultat net		2 336	1 963	6 112
Résultat des minoritaires		76	1 671	3 528
Résultat net part du groupe		2 260	292	2 584
Nombre moyen d'actions	3.10	11 348 536	11 245 009	11 247 731
Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)	3.10	0,199	0,045	0,292
Résultat net par action (en euros)	3.10	0,199	0,026	0,230

* colonne « 1^{er} sem.10 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En K€	Notes	1 ^{er} sem.11	1 ^{er} sem.10 *	2010
Résultat net		2 336	1 963	6 112
Ecart de conversion		(256)	559	375
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		-	-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies		(166)	(330)	104
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Impôts		137	(48)	(156)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(285)	181	323
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 050	2 144	6 435
dont part du groupe		2 109	353	2 755
dont part des intérêts minoritaires		(59)	1 791	3 679

* colonne « 1^{er} sem.10 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

En K€	Notes	1 ^{er} sem.11	1 ^{er} sem.10*	2010
Résultat net des activités poursuivies		2 336	2 183	6 823
Charges et produits calculés	3.16	2 969	636	1 462
Plus et moins-values de cessions		(7)	(34)	(486)
QP de résultat des sociétés mises en équivalence		7	6	15
Capacité d'autofinancement (après coût de l'endettement financier net et impôts)	3.16	5 304	2 792	7 814
Coût de l'endettement financier net		254	407	836
Charge d'impôt	3.8	(432)	1 895	5 169
Capacité d'autofinancement (avant coût de l'endettement financier net et impôts)		5 126	5 094	13 819
Impôts versés		(1 070)	(1 455)	(3 862)
Variation du besoin en fonds de roulement		(12 298)	(482)	7 269
Flux net de trésorerie généré par l'activité		(8 242)	3 157	17 226
Opérations d'investissement				
Décassement / acquisition immobilisations incorporelles		(2 966)	(2 392)	(8 721)
Décassement / acquisition immobilisations corporelles		(2 340)	(2 201)	(5 080)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles		113	5	45
Décassement / acquisition immobilisations financières		(21)	(140)	(331)
Encaissement / cession immobilisations financières		802	384	276
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	3.16	-	348	333
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(4 413)	(3 996)	(13 479)
Opérations de financement				
Augmentations de capital ou apports		-	287	405
Dividendes versés aux actionnaires de la mère ⁽¹⁾		-	-	(2 924)
Dividendes versés aux minoritaires ⁽¹⁾		(7)	(12)	(900)
Encaissements provenant d'emprunts		6 185	253	5 345
Remboursement d'emprunts		(1 858)	(1 348)	(2 737)
Coût de l'endettement financier net		(254)	(407)	(836)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		4 066	(1 227)	(1 648)
Flux de trésorerie généré par les activités poursuivies		(8 589)	(2 066)	2 100
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies		-	(497)	(3 459)
Variation de trésorerie		(8 589)	(2 563)	(1 359)
<i>Incidence des variations de taux de change</i>		<i>(110)</i>	<i>276</i>	<i>236</i>
Trésorerie à l'ouverture	3.9	19 204	18 282	18 282
Reclassement de trésorerie ⁽²⁾		502	(135)	(1 415)
Trésorerie à la clôture	3.9	11 007	16 357	19 204

* colonne « 1^{er} sem.10 » retraitée des éléments détaillés en note 1.2

⁽¹⁾ N'inclut pas les dividendes votés au 1^{er} semestre mais versés au second, ces dividendes figurent en dette d'exploitation.

⁽²⁾ Reclassement de trésorerie : correspond aux reclassements de la trésorerie des activités non poursuivies et aux variations de juste valeur des actifs financiers inclus dans la trésorerie (VMP).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2010	11 574	25 570	2 584	39 728	24 474	64 202
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(151)	2 260	2 109	(59)	2 050
Affectation du résultat	-	2 584	(2 584)	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Effet IFRS des stocks options	-	86	-	86	50	136
Dividendes	-	(2 957)	-	(2 957)	(1 920)	(4 877)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période	-	512	-	512	(8)	504
Effet IFRS des plus-values sur actions propres	-	(3)	-	(3)	-	(3)
Variations de périmètre	-	(32)	-	(32)	78	46
Autres impacts	-	(2)	-	(2)	(1)	(3)
30/06/2011	11 574	25 607	2 260	39 441	22 613	62 054

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2009	11 554	28 710	(544)	39 722	21 575	61 297
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	60	292	353	1 791	2 144
Affectation du résultat	-	(544)	544	-	-	-
Augmentation de capital	21	(21)	-	-	287	287
Effet IFRS des stocks options	-	93	-	93	59	152
Dividendes	-	(3 025)	-	(3 025)	(969)	(3 995)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période	-	(11)	-	(11)	(251)	(263)
Effet IFRS des plus-values sur actions propres	-	(181)	-	(181)	-	(181)
Variations de périmètre	-	(1)	-	(1)	(3)	(4)
Autres impacts	-	-	-	-	-	-
30/06/2010	11 574	25 082	292	36 950	22 488	59 438

En K€	Capital	Réserves	Résultat	Groupe	Minoritaires	Totaux
31/12/2009	11 554	28 710	(544)	39 722	21 575	61 297
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	171	2 584	2 755	3 679	6 435
Augmentation de capital	21	(21)	-	-	405	405
Affectation du résultat	-	(544)	544	-	-	-
Effet IFRS des stocks options	-	174	-	174	104	278
Dividendes	-	(2 894)	-	(2 894)	(930)	(3 824)
Effet IFRS de variation de l'autocontrôle sur la période	-	(170)	-	(170)	(353)	(523)
Effet IFRS des plus-values sur actions propres	-	145	-	145	(1)	144
Variations de périmètre	-	(4)	-	(4)	(5)	(10)
Autres impacts	-	-	-	-	-	-
31/12/2010	11 574	25 570	2 584	39 728	24 474	64 202

NOTES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Les comptes semestriels consolidés de Groupe Gorgé couvrent une période de 6 mois, du 1er janvier au 30 juin 2011. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 14 septembre 2011.

Le compte de résultat est présenté par nature, le tableau des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et le tableau de flux de trésorerie sont établis selon les modèles proposés par la recommandation 2009-R03 du CNC du 2/07/2009 relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel comptable international.

Le bilan est établi sous la forme courant/non courant, sachant qu'un actif est courant lorsqu'il répond à l'un des critères suivants :

- sa réalisation, sa vente ou sa consommation entre dans le cadre du cycle d'exploitation,
- il est détenu essentiellement à des fins de transaction ou pour une durée courte (12 mois),
- l'actif est de la trésorerie ou un équivalent de trésorerie.

Les autres actifs sont des actifs non courants.

Un passif est courant s'il est attendu qu'il soit réglé dans le cadre du cycle d'exploitation ou s'il doit être réglé dans les douze mois suivant la clôture.

Le résultat opérationnel est présenté au compte de résultat en distinguant le résultat opérationnel courant et les autres éléments non courants. Les éléments non courants du résultat opérationnel déjà identifiés par le groupe sont constitués des coûts de restructuration constatés en charges ou provisionnés et des pertes de valeur des écarts d'acquisition. D'autres éléments non courants, qui seraient caractérisés par le caractère inhabituel de leur survenance ou de leur montant, pourraient être identifiés dans le futur.

Certaines activités peuvent être classées conformément à la norme IFRS 5 et les informations comparatives présentées sont alors retraitées. Ces retraitements sont décrits en note 3.7.

Sauf indication contraire, tous les chiffres sont en milliers d'euros.

1. PRINCIPES COMPTABLES

- 1.1 Saisonnalité de l'activité
- 1.2 Réconciliation entre les comptes au 30 juin 2010 publiés et ceux présentés en comparatif
- 1.3 Référentiel comptable
- 1.4 Principes de consolidation
- 1.5 Méthodes et règles d'évaluation

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS

- 3.1 Écarts d'acquisition
- 3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles
- 3.3 Titres non consolidés
- 3.4 Stocks et encours
- 3.5 Créances clients, autres actifs non courants et courants
- 3.6 Fournisseurs, autres passifs non courants et courants
- 3.7 Actifs et passifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies
- 3.8 Impôt sur les sociétés
- 3.9 Trésorerie et endettement net
- 3.10 Capital
- 3.11 Variation des provisions pour risques et charges
- 3.12 Emprunts et dettes financières
- 3.13 Engagements
- 3.14 Ventilation du chiffre d'affaires
- 3.15 Contribution des activités au résultat d'ensemble
- 3.16 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

4. AUTRES NOTES

- 4.1 Effectifs
- 4.2 Faits exceptionnels et litiges
- 4.3 Événements postérieurs

5. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Saisonnalité de l'activité

Les activités du groupe ne sont pas caractérisées par une forte saisonnalité.

La période de juillet-août est parfois privilégiée par certains clients pour faire réaliser des opérations de maintenance importantes ou des installations d'équipements neufs. Cela n'a toutefois qu'un impact limité sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du semestre compte tenu de l'anticipation nécessaire des chantiers les plus importants et de l'utilisation de la méthode de l'avancement pour valoriser les affaires en cours.

1.2 Réconciliation entre les comptes au 30 juin 2010 publiés et ceux présentés en comparatif

A l'issue de ses analyses pour la clôture 2010, le groupe a décidé de qualifier d'impôt sur le résultat la CVAE assise sur la valeur ajoutée, se basant notamment sur la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 et sur une position de l'IFRIC datant de 2006 et précisant que le terme « bénéfice imposable » implique une notion de montant net plutôt que de montant brut, sans qu'il soit nécessairement identique au résultat comptable.

En application de la norme IAS 12, l'option retenue a entraîné la comptabilisation d'impôts différés au 31 décembre 2009 au taux de 1,5% sur les différences temporelles constituées par :

- les actifs produisant des avantages économiques imposables à la CVAE alors que la consommation de leur valeur comptable n'est pas déductible de la valeur ajoutée : il s'agit de la valeur nette comptable au 31 décembre 2009 des actifs corporels et incorporels amortissables ;
- les dépréciations d'actifs ou les provisions non déductibles de la CVAE mais qui se rapportent à des charges qui seront déductibles de la valeur ajoutée à une date ultérieure.

La CVAE étant une taxe déductible au titre de l'impôt sur les sociétés, des impôts différés ont été comptabilisés au taux de droit commun (33,33%) sur les impôts différés actifs et passifs comptabilisés au titre de la CVAE comme décrit au paragraphe précédent.

Les comptes au 30 juin 2010 ont été retraités pour adopter la même présentation qu'au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010. L'impact dans les comptes au 30 juin 2010 est le reclassement d'une charge de 492 K€ de la ligne « Impôts et taxes » à la ligne « Impôt sur le résultat » et la comptabilisation d'un produit d'impôt différé de 18 K€.

Par ailleurs, afin de se conformer à la recommandation 2009-R03 du CNC du 2/07/2009 relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel comptable international, la présentation du résultat financier a été modifiée au compte de résultat. Des reclassements peu significatifs ont été effectués entre résultat opérationnel et résultat financier.

Enfin, les sociétés ALMITEC et ALMEITA sont traitées dans le cadre de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* depuis la clôture de l'exercice 2010. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2010 ont été modifiés en conséquence, la contribution de ces deux sociétés est reclassée sur la ligne « résultat des activités non poursuivies » du compte de résultat.

En K€	30/06/2010 Publié	Reclassements de présentation	Retraitement lié à la CVAE	Reclassements au titre d'IFRS 5	30/06/2010 Retraité
Chiffre d'affaires	95 174	-	-	(4 673)	90 502
Production immobilisée	2 478	-	-	-	2 478
Production stockée	(88)	-	-	-	(88)
Autres produits d'exploitation	3 337	-	-	(2)	3 336
Achats consommés	(56 307)	-	-	2 691	(53 616)
Charges de personnel	(37 251)	13	-	2 143	(35 095)
Impôts et taxes	(2 004)	-	492	63	(1 449)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(2 787)	111	-	80	(2 595)
Ecarts d'acquisition négatifs	52	-	-	-	52
Autres charges d'exploitation nettes des produits	322	-	-	(107)	214
Résultat opérationnel courant	2 926	124	492	196	3 738
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Coûts de restructuration	(102)	-	-	-	(102)
Résultat opérationnel	2 824	124	492	196	3 636
Intérêts financiers relatifs à la dette brute	(384)	-	-	11	(373)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents	(34)	-	-	-	(34)
Coût de l'endettement financier net (a)	(418)	-	-	11	(407)
Autres produits financiers (b)	1 250	(13)	-	12	1 248
Autres charges financières (c)	(283)	(111)	-	1	(393)
Charges et produits financiers (d=a+b+c)	549	(124)	-	24	449
Résultat courant	3 373	-	492	219	4 084
Impôt sur le résultat	(1 422)	-	(474)	1	(1 895)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(6)	-	-	-	(6)
Résultat après impôts des activités poursuivies	1 945	-	18	220	2 183
Résultat net des activités non poursuivies	0	-	-	(220)	(220)
Résultat net	1 945	-	18	-	1 963
Résultat net part des minoritaires	1 664	-	6	-	1 671
Résultat net part du groupe	280	-	12	-	292

Les postes du bilan au 30 juin 2010 concernés ont été retraités de la façon suivante :

En K€	30/06/2010 Publié	Retraitement CVAE 2009	Retraitement CVAE période	30/06/2010 Retraité
Capital	11 574	-	-	11 574
Réserves	25 245	(162)	-	25 083
Résultat	280	-	12	292
Capitaux propres groupe	37 099	(162)	12	36 950
Minoritaires	22 578	(97)	6	22 488
Capitaux propres totaux	59 677	(258)	18	59 438
Impôts différés	5 211	258	(18)	5 451
Totaux	64 888	-	-	64 888

1.3 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2011 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011 :

- IAS 24 révisée - *Information relative aux parties liées*. Cette révision clarifie principalement les informations à fournir par les émetteurs contrôlés par un État. Cette révision n'a pas d'incidence sur les informations communiquées dans notre rapport d'activité.
- Amendement à IFRIC 14 - *Paiements anticipés des exigences de financement minimal*. Cet amendement corrige une conséquence non intentionnelle de la version initiale d'IFRIC 14. Pour évaluer l'actif d'un régime d'avantages du personnel, cette interprétation interdisait dans certaines circonstances de tenir compte des cotisations versées par anticipation et pouvant être imputées en diminution des cotisations minimales futures.
- IFRIC 19 - *Extinction d'un passif financier avec des instruments de capitaux propres*. Cette interprétation clarifie la comptabilisation et l'évaluation des actions émises pour éteindre un passif financier. Ce type de financement, qui consiste à échanger une dette contre une participation au capital, ne fait pas partie, à date, des principes de gestion du capital du Groupe.

Par ailleurs le groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les nouvelles normes non encore obligatoires, notamment IFRS 7 - *Information à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers*.

1.4 Principes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir de situations au 30 juin.

Les principes de consolidation (méthode de consolidation, conversion des états financiers des sociétés étrangères, regroupements d'entreprises) sont les mêmes que pour les comptes consolidés annuels. Ces principes sont décrits dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2011.

1.5 Méthodes et règles d'évaluation

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2010 (document de référence déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2011). Seules les méthodes spécifiques aux entrées de périmètre et aux activités non poursuivies sont reprises ici.

Traitement comptable du regroupement d'entités placées sous contrôle commun

Le paragraphe 3 de la norme IFRS 3 – *Regroupement d'entreprises* prévoit que la norme IFRS 3 ne s'applique pas aux regroupements d'entreprises impliquant des entités ou des activités sous contrôle commun.

Dans ces circonstances, les normes IFRS préconisent l'utilisation des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8, qui prévoient notamment le recours à d'autres corps de normes, à la condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec les normes IFRS en vigueur ainsi qu'avec leur cadre conceptuel.

Le Groupe retient ainsi la méthode de la mise en commun d'intérêts comme méthode comptable pour présenter dans ses comptes consolidés les opérations de regroupement d'entités sous contrôle commun. Cette méthode dite du « *pooling of interests* » selon les dispositions de la norme américaine FAS 141 (qui a remplacé l'APB 16 mais en reprenant dans ses annexes D11 à D18 ses dispositions pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises sous contrôle commun) a les conséquences pratiques suivantes :

- l'opération est comptabilisée sur la base des valeurs comptables IFRS des entités fusionnées ;
- l'écart entre la valeur de l'actif net transmis et la valeur comptable des instruments de capitaux propres émis par la société est comptabilisée dans ses réserves consolidées ;
- les frais externes relatifs à l'opération sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Par ailleurs, la méthode de la mise en commun d'intérêts a un effet rétroactif. Les comptes consolidés du Groupe sont donc retraités pour retracer les opérations des entités fusionnées comme si les entités avaient toujours été regroupées.

Regroupements d'entreprises qui ne sont pas sous contrôle commun

Les regroupements d'entreprises qui ne sont pas sous contrôle commun sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 - *Regroupements d'entreprises*.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur, au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d'acquisition. La différence existant entre le coût d'acquisition et soit la part du Groupe soit la totalité de la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés acquis, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les achats complémentaires d'intérêts minoritaires intervenant après la date de prise de contrôle ne donnent pas lieu à réévaluation des actifs et passifs identifiables. L'écart généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré en contrepartie des capitaux propres.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an. Les Unités Génératrices de Trésorerie prises en compte correspondent aux sociétés concernées. Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat opérationnel, sur la ligne « Pertes de valeur des écarts d'acquisition ».

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont ensuite évaluées au coût amorti, selon le traitement de référence de la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées

sur les revenus futurs. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception des marques, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales et réglementaires.

La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Les pertes de valeur résultant des tests d'évaluation sont comptabilisées le cas échéant en autres produits et charges d'exploitation.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprise ne sont pas amorties lorsque leur durée de vie présente un caractère indéterminé. Les critères qui permettent de fixer le caractère indéterminé ou non de la durée de vie de ces actifs incorporels, et le cas échéant leur durée de vie, sont les suivants :

- notoriété de l'actif,

- pérennité de l'actif en fonction de la stratégie d'intégration au portefeuille d'activités du Groupe.

La valeur des actifs incorporels est testée au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation exceptionnelle est comptabilisée.

Actifs (ou groupe d'actifs) non courants détenus en vue de la vente, activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

Le groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan du groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau de flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Variations de périmètre

Les sociétés composant le périmètre de consolidation sont listées dans la note 5.

Les seules variations de périmètre du semestre sont les suivantes :

- cession en mars 2011 d'ALMITEC, classée en activité non poursuivie (IFRS 5) au 30 juin et au 31 décembre 2010. Cette société et sa filiale ALMEITA ont été déconsolidées au 1^{er} janvier 2011.
- création de la société SCI des Portes.

3. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS

3.1 Écarts d'acquisition

Les mouvements des écarts d'acquisition sont récapitulés dans le tableau suivant :

Écarts d'acquisition nets	30/06/11	31/12/10
Ouverture	16 653	19 435
Entrées de périmètre	-	429
Autres	-	1 333
Sorties de périmètres	-	1 878
Pertes de valeur	-	-
Effet des variations de change	-	-
TOTAL	16 653	16 653

Les écarts d'acquisition se répartissent ainsi :

Systèmes Intelligents de Sûreté :	73 %
Projets et Services Industriels :	5 %
Protection en Milieux Nucléaires :	22 %

La société n'a pas constaté d'indices de pertes de valeur.

3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes, en K€	Ouverture	Act. non pours.	Variations de périmètre	Augmentations	Diminutions	Autres mvts	Ecart de conversion	Clôture
Frais de recherche	31 191	-	-	2 053	-	-	(36)	33 208
Autres immobilisations incorporelles	7 047	-	-	368	196	-	(11)	7 208
Immobilisations en cours	1 006	-	-	545	-	-	-	1 551
Totaux immobilisations incorporelles	39 243	-	-	2 966	196	-	(46)	41 967
Terrains	485	-	-	495	-	(339)	-	641
Terrains – crédit-bail	1 188	-	-	-	-	-	-	1 188
Constructions	6 079	-	-	309	-	339	(11)	6 716
Constructions – crédit-bail	6 431	-	-	-	-	-	-	6 431
Installations techniques	6 611	-	-	318	26	-	(18)	6 884
Installations techniques – crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	6 348	-	-	448	35	7	(40)	6 728
Immobilisations en cours	2 664	-	-	627	-	(7)	-	3 285
Avances et acomptes	2	-	-	-	2	-	-	-
Totaux immobilisations corporelles	29 808	-	-	2 197	63	-	(69)	31 873
Immeubles de placement	298	-	-	-	-	-	-	298

Amortissements et pertes de valeurs, en K€	Ouverture	Act. non pours.	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Diminutions	Autres mvts	Ecarts de conversion	Clôture
Frais de recherche	6 550	-	-	1 509	-	-	-	(3)	8 056
Autres immobilisations incorporelles	4 448	-	-	520	-	93	-	(1)	4 875
Totaux immobilisations incorporelles	10 998	-	-	2 030	-	93	-	(4)	12 931
Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Terrains – crédit-bail	7	-	-	1	-	-	-	-	7
Constructions	3 933	-	-	128	-	-	-	(7)	4 053
Constructions – crédit-bail	2 613	-	-	124	-	-	-	-	2 738
Installations techniques	5 142	-	-	247	-	25	-	(17)	5 348
Installations techniques – crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	4 478	-	-	372	-	35	(2)	(30)	4 782
Totaux immobilisations corporelles	16 172	-	-	872	-	59	(2)	(55)	16 928
Immeubles de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-

3.3 Titres non consolidés

Le détail des titres non consolidés est le suivant :

Participations non consolidables	
CEDETI	60
Marine intérim	34
Autres	17
Titres non consolidés	111

3.4 Stocks et encours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

En K€	30-06-11			31-12-10		
	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Pertes de valeur	Valeurs Nettes
Matières premières	10 219	2 619	7 599	10 461	3 117	7 343
En cours	2 949	166	2 783	2 760	160	2 590
Produits intermédiaires et finis	4 387	1 486	2 901	3 982	688	3 294
Marchandises	107	40	67	154	40	114
TOTAUX STOCKS ET EN-COURS	17 662	4 311	13 351	17 356	4 006	13 351

3.5 Créances clients, autres actifs non courants et courants

	30-06-11	31-12-10
Créances clients	50 430	47 467
Effets escomptés non échus	482	703
Factures à établir	53 558	52 522
Clients, valeurs brutes	104 469	100 692
Pertes de valeurs	(2 889)	(2 759)
Clients, valeurs nettes	101 580	97 933

	Valeurs nettes 30-06-11	Valeurs nettes 31-12-10
Comptes courants débiteurs	179	1 741
Totaux autres actifs non courants	179	1 741
Avances et acomptes versés	4 123	2 962
Débiteurs divers	2 425	2 162
Créances fiscales et sociales	7 833	7 337
Comptes courants débiteurs	174	211
Charges constatées d'avance	1 931	2 198
Totaux autres actifs courants	16 487	14 870

Le poste « autres actifs non courants » est composé exclusivement de comptes courants, nets de provisions.

3.6 Fournisseurs, autres passifs non courants et courants

	30-06-11	31-12-10
En K€		
Fournisseurs	34 101	37 195
Fournisseurs d'immobilisations	297	441
Totaux fournisseurs	34 398	37 636
Avances et acomptes reçus	30 604	26 968
Dettes sociales	12 548	12 342
Dettes fiscales	12 564	12 946
Comptes courants créditeurs	4 942	72
Dettes diverses	1 670	1 295
Produits différés	13 756	19 964
Totaux des autres passifs courants	76 083	73 587
Dettes diverses	790	790
Totaux autres passifs non courants	790	790
Impôt exigible	209	266

Le poste « autres passifs non courants » est composé exclusivement d'avances conditionnées pour 790 K€.

Les produits différés sont relatifs à des crédits d'impôt recherche ou des subventions non constatés en résultat pour 5 919 K€.

Le poste comptes courants créditeurs est notamment composé de dividendes à payer par ECA à ses actionnaires minoritaires pour 1.910 K€ ainsi que par GROUPE GORGÉ pour 2.957 K€.

3.7 Actifs et passifs détenus en vue de la vente, activités non poursuivies

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Activités non poursuivies », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau de flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

Il n'y a plus d'activités arrêtées, cédées ou en cours de cession au 30 juin 2011. Les activités d'ALMITEC (ingénierie mécanique associée à de la tuyauterie industrielle, aménagements de navires militaires) étaient classées en activités non poursuivies dans les comptes au 31 décembre 2010 mais ont été cédées en mars 2011. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2010 (IFRS 5) ont été retraités pour être comparables aux mêmes états financiers de juin

2011. Les actifs et passifs des activités non poursuivies figurant au bilan 2010 concernaient exclusivement ALMITEC et sa filiale.

Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « activités non poursuivies », et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées. Les flux nets liés aux activités non poursuivies du tableau des flux de trésorerie consolidé correspondent à l'ensemble des flux de trésorerie de la période. La trésorerie de clôture de ces activités a été reclassée pour ne plus être incluse dans la trésorerie du groupe. Les actifs et passifs des « activités cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan consolidé, sans retraitement des périodes antérieures.

Impacts sur les états financiers

Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie des activités non poursuivies se présentent de la façon suivante :

	30/06/11	30/06/10	31/12/10
Chiffre d'affaires	-	4 673	13 695
Résultat opérationnel courant	-	(320)	1 070
Pertes de valeurs des écarts d'acquisition	-	-	(976)
Coûts de restructuration	-	-	-
Résultat opérationnel	-	(320)	93
Résultat courant	-	(219)	54
Impôt	-	(1)	(17)
Q/P des MEQ	-	-	-
Résultat net	-	(220)	36
Résultat de cession	-	-	(748)
Résultat net des activités	-	(220)	(712)
<i>Dont part du groupe</i>	-	(209)	(705)
<i>Dont part des minoritaires</i>	-	(11)	(6)
	30/06/11	30/06/10	31/12/10
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles ⁽²⁾	-	(380)	(1 728)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	(98)	(126)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	-	(19)	(106)
Flux nets de trésorerie	-	(497)	(1 960)
Déconsolidation de trésorerie	-	-	-
Flux nets	-	(497)	(1 960)

3.8 Impôt sur les sociétés

Deux intégrations fiscales sont réalisées au sein du GROUPE GORGÉ : au niveau de GROUPE GORGÉ SA et au niveau de ECA SA, avec pour chacune des deux sociétés l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt :

	30/06/11	30/06/10	31/12/10
Impôts différés	1 502	(440)	(1 308)
Impôts exigibles	(1 070)	(1 455)	(3 862)
Charge d'impôt	432	(1 895)	(5 169)

La charge d'impôt n'inclut pas les crédits impôt recherche, classés en autres produits (voir note 2.4), elle inclut en revanche la CVAE et l'IRAP (Italie) pour 887 K€ au 30 juin 2011, comme expliqué en note 2.1.

Ventilation des impôts différés par nature :

	30/06/11	31/12/10
Décalages temporaires	1 865	1 641
Déficits reportables	246	-
Total impôts différés actifs	2 111	1 641
Décalages temporaires	6 411	6 900
Déficits reportables	(637)	(58)
Total impôts différés passifs	5 774	6 842

Les déficits reportables sont activés en fonction des perspectives d'imputation rapide de ces déficits. L'actif d'impôt différé résultant de cette activation est imputé sur la fiscalité active ou passive en fonction de la situation nette fiscale différée des sociétés concernées.

Dettes et créances d'impôt :

	30/06/11	31/12/10
Créance d'impôt	3 674	2 123
Impôt exigible	(209)	(266)
Créance / (dette) d'impôt nette	3 465	1 857

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de crédit d'impôt recherche (CIR).

3.9 Trésorerie et endettement net

En K€	30/06/11	31/12/10
VMP	7 472	8 817
Disponibilités	10 308	14 881
Trésorerie brute (a)	17 781	23 698
Concours bancaires (b)	6 773	4 494
Trésorerie nette (c)=(a)-(b)	11 007	19 204
Endettement financier (d)	25 786	21 473
Endettement net (e)=(d)-(c)	14 779	2 269
Auto contrôle ECA	2 773	2 626
Auto contrôle GROUPE GORGÉ	1 741	2 146
Endettement net retraité (f)=(e)+auto contrôle	10 265	(2 503)

Un endettement net négatif correspond à un excédent de la trésorerie sur les dettes financières.

3.10 Capital

Au 30 juin 2011, le capital social de Groupe Gorgé SA s'élève à 11.574.403 €, constitué de 11.574.403 actions de 1 euro de nominal chacune, totalement libérées.

• Evolution du capital social de Groupe Gorgé SA

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital en euros
31/12/2007	6.323.321	6.323.321
31/12/2008	6.323.321	6.323.321
31/12/2009	11.553.735	11.553.735
31/12/2010	11.574.403	11.574.403
30/06/2011	11.574.403	11.574.403

Le 30 juin 2009, le capital a été réduit par réduction de la valeur nominale de 1 euro à 0,01 euro. La somme de 6.260.087,79 euros correspondant à cette réduction a été affectée à un compte de prime d'émission, le capital a été ramené à 63.233,21 euros.

Le même jour, 5.230.414 actions nouvelles de 0,01 € de nominal ont été créées en conséquence de la fusion par absorption de BALISCO, le capital a été porté à 115.537,35 euros.

L'assemblée générale des actionnaires du 30 juin 2009 a donné délégation au Conseil d'Administration pour réaliser une augmentation de capital par élévation du nominal de 0,01 euro à 1 euro. Le Conseil d'Administration a mis en œuvre cette délégation le 27 juillet 2009, portant ainsi le capital à 11.553.735 euros.

Du fait du caractère rétroactif de la méthode de la mise en commun d'intérêts utilisée pour la comptabilisation de la fusion entre BALISCO et GROUPE GORGÉ, le capital social qui apparaît dans les comptes consolidés historiques 2007 et 2008 tient compte de la réduction du nominal et de l'augmentation de capital du 30 juin 2009 ainsi que de l'augmentation de capital du 27 juillet 2009 comme si ces opérations avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2007.

Le 23 avril 2010, le Conseil d'Administration a constaté l'attribution définitive et gratuite de 20.668 actions de 1 euro chacune au profit de mandataires sociaux et salariés de la société et la réalisation définitive de l'augmentation de capital correspondante d'un montant de 20.668 euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte de report à nouveau. Le capital social a ainsi été porté de 11.553.735 euros à 11.574.403 euros.

• Evolution de l'actionariat

	30-juin-11				31-déc-10			
	Actions	%	Droits de vote	%	Actions	%	Droits de vote	%
Famille GORGÉ ⁽¹⁾	8 342 374	72,08%	11 088 657	78,52%	8 372 374	72,34%	11 118 657	79,12%
EXIMIUM	682 674	5,90%	682 674	4,83%	637 136	5,50%	637 136	4,53%
Auto détention	200 833	1,74%	-	-	268 619	2,32%	-	-
Public	2 348 522	20,29%	2 351 108	16,65%	2 296 274	19,84%	2 297 929	16,35%
Total	11 574 403	100%	14 122 439	100%	11 574 403	100%	14 053 722	100%

⁽¹⁾ « famille GORGÉ » désigne les titres détenus en direct par Jean-Pierre GORGÉ, le fondateur et président du groupe, soit (au 30 juin 2011) 115 219 titres, ceux détenus en direct par Raphaël GORGÉ (431 767 titres) ainsi que les titres détenus par PELICAN VENTURE SAS, société holding détenue exclusivement par trois membres de la famille GORGÉ et dont Jean-Pierre GORGÉ détient la majorité.

Les actions inscrites au nominatif pendant quatre années acquièrent un droit de vote double.

• Paiements en actions

Un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions a été mis en place le 6 juin 2011. Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

	AGA 2011 GROUPE GORGÉ
Type de plan	Actions gratuites
Nombre de bénéficiaires	3
Action support	GROUPE GORGÉ
Nombre d'actions potentielles	49 000
Attributions définitives sur l'exercice / annulations	-
Solde des actions potentielles	49 000
Date de mise en place	Juin 2011
Début de la période d'acquisition	Juin 2013
Fin de la période d'acquisition	Juin 2015
Valeur des actions probables en k€ au 30 juin 11	255

Le nouveau plan d'actions gratuites concerne des cadres dirigeants de GROUPE GORGÉ non mandataires sociaux. 31 500 actions sur 49 000 sont attribuées selon des critères de performance sur les exercices 2011 et 2012.

• Résultat par action

Pour calculer le résultat par action, on utilise le nombre moyen pondéré d'actions, en déduisant le nombre moyen d'actions d'auto contrôle.

Le résultat par action est calculé à partir du résultat net part du groupe. Le résultat par action des activités poursuivies correspond au résultat net part du groupe retraité du résultat sur activités non poursuivies et de la part des minoritaires dans le résultat des activités non poursuivies.

	30/06/11	30/06/10	31/12/10
Nombre moyen pondéré d'actions	11 348 536	11 245 009	11.247.731
Dividende par action versé au titre de l'exercice, en euros	n/a	n/a	0,26
Résultat par action, en euros	0,199	0,026	0,230
Résultat par action des activités poursuivies, en euros	0,199	0,045	0,292
Actions potentielles dilutives	49 000	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	11 397 536	11 245 009	11.247.731
Résultat par action dilué, en euros	0,198	0,026	0,230
Résultat par action dilué des activités poursuivies, en euros	0,198	0,045	0,292

3.11 Variation des provisions pour risques et charges

Provisions En K€	Ouverture	Activités non pours.	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres mvts	Clôture
Non courant								
pour retraites	2 855		-	359	23	-	15	3 205
Sous-totaux non courant	2 855		-	359	23	-	15	3 205
Courant								
pour litiges	344		-	10	-	-	-	354
pour garanties données aux clients	592		-	110	164	-	-	538
pour pertes à terminaison	271		-	157	191	-	-	236
pour travaux restant à effectuer	-		-	-	-	-	-	-
pour amendes et pénalités	355		-	15	183	-	-	187
pour autres provisions	1 025		-	14	-	-	-	1 039
Sous-totaux courant	2 587		-	305	538	-	-	2 355
Totaux	5 442		-	664	561	-	15	5 560

3.12 Emprunts et dettes financières

• Variation des emprunts et dettes financières

	31/12/10	Variations de périmètre	Augmenta- tions	Diminutions	Autres mvts	Ecart de conversion	30/06/11
Retraitement des crédits baux	6 883	-	-	296	-	-	6 587
Emprunts auprès des établissements de crédit	13 558	-	6 097	1 529	-	-	18 126
Autres dettes financières diverses	1 032	-	75	34	-	-	1 073
Dettes participation des salariés	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	4 494	-	6 773	4 494	-	-	6 773
Totaux dettes financières	25 968	-	12 945	6 353	-	-	32 560

• Echancier des emprunts et dettes financières

En K€	Totaux 30/06/11	Part à moins d'un an	Part à plus d'un an	dont inférieur à 5 ans	dont supérieur à 5 ans
Retraitement des crédits baux	6 587	630	5 957	2 592	3 365
Emprunts auprès des établissements de crédit	18 126	8 437	9 688	9 379	309
Autres dettes financières diverses	1 073	268	806	525	281
Concours bancaires courants	6 773	6 773	-	-	-
Totaux dettes financières	32 560	16 109	16 451	12 496	3 955

3.13 Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2010 n'ont pas évolué de façon significative.

3.14 Ventilation du chiffre d'affaires

La composition des différents pôles du groupe est indiquée dans la note 5.

Le chiffre d'affaires indiqué par pôle inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles du GROUPE GORGÉ.

Premier semestre 2011 :

En K€								
Zones géographiques	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA	%
Projets et Services Industriels	29 501	37%	2 621	33%	650	5%	32 772	32%
Système Intelligents de Sureté	44 723	56%	4 684	58%	7 235	54%	56 641	56%
Protection en Milieux Nucléaires	7 410	9%	742	9%	5 525	41%	13 677	13%
Structure, foncier, intra-groupe	(1 685)	(2%)	-	-	-	-	(1 685)	(2%)
Totaux	79 949	100%	8 047	100%	13 410	100%	101 405	100%
%	79%		8%		13%		100%	

Premier semestre 2010 :

En K€								
Zones géographiques	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA	%
Projets et Services Industriels	23 470	34%	1 093	14%	160	1%	24 724	27%
Système Intelligents de Sureté	34 065	50%	5 452	70%	12 557	87%	52 074	58%
Protection en Milieux Nucléaires	10 681	16%	1 190	15%	1 787	12%	13 658	15%
Structure, foncier, intra-groupe	46	0%	-	-	-	-	46	0%
Totaux	68 264	100%	7 735	100%	14 504	100%	90 502	100%
%	75%		9%		16%		100%	

3.15 Contribution des activités au résultat d'ensemble

En k€	Systèmes Intelligents de Sureté		Projets et Services Industriels		Protection en Milieux Nucléaires		Structure		Eliminations		Consolidé	
	Juin 2011	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2010	Juin 2011	Juin 2010
Chiffre d'affaires	56 641	52 074	32 772	24 791	13 677	13 658	1 033	1 259	(2 718)	(1 280)	101 405	90 502
Résultat opérationnel	367	4 360	716	(1 911)	1 454	1 103	(182)	84	-	-	2 355	3 636
Résultat financier	(298)	934	(171)	(407)	(88)	(115)	112	37	-	-	(445)	449
Impôt	(14)	(1 744)	(203)	(15)	(508)	(364)	1 157	228	-	-	432	(1 895)
QP sociétés en équivalence	(7)	(6)	-	-	-	-	-	-	-	-	(7)	(6)
Résultat net	49	3 544	341	(2 333)	858	624	1 088	348	-	-	2 336	2 183

Le chiffre d'affaires indiqué par pôle inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles.

3.16 Notes relatives au tableau de flux de trésorerie

Détermination de la capacité d'autofinancement

Résultat net des activités poursuivies	2 336
QP de résultat des sociétés mises en équivalence	7
Dotations/reprises aux amortissements et pertes de valeur et provisions pour risques et charges	2 840
Annulation des plus et moins-values sur actions propres	10
Variations de juste valeur en résultat	(8)
Charge calculée liée aux stocks options et assimilés	136
Plus et moins-value de cessions	(8)
Autres	(8)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	5 304

4. AUTRES NOTES

4.1 Effectifs

	30 juin 11	30 juin 10	31 décembre 10
Effectifs à périmètre constant	1 220	1 243	1 223
Activités poursuivies	1 220	1 243	1 223
<i>Activités non poursuivies ⁽¹⁾</i>	-	100	115

⁽¹⁾ Concerne ALMITEC et sa filiale, au 30 juin et au 31 décembre 2010

Sur les 1 220 personnes présentes au 30 juin 2011, environ 80 sont basées à l'étranger.

4.2 Faits exceptionnels et litiges

La société ALMITEC, cédée en mars 2011, fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire depuis le 28 juin 2011. ALMITEC est un client et un fournisseur de sociétés du groupe. La société GROUPE GORGE avait donné à ALSTOM en février 2009 une garantie de maison mère dans le cadre d'une commande donnée à ALMITEC. Pour diverses raisons et notamment dans l'éventualité d'une cession d'ALMITEC, GROUPE GORGE a dénoncé cette garantie en février 2011 par courrier recommandé avec accusé de réception. ALSTOM n'a d'abord pas réagi à ce courrier, mais s'est manifesté pour contester cette dénonciation postérieurement à la déclaration de cessation des paiements de la société ALMITEC.

Par ailleurs, GROUPE GORGE est également contre-garant d'engagements par signature délivrés pour le compte d'ALMITEC pour environ 1,6 M€.

A ce jour, ALMITEC poursuit son activité et honore ses contrats, GROUPE GORGE n'a pas tiré de conséquence comptable de la situation d'ALMITEC.

Aucune autre évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2010.

4.3 Événements postérieurs

Le dividende voté par l'Assemblée Générale de Groupe Gorgé SA du 28 juin 2011 (soit 2,96 M€) a été versé le 1^{er} août 2011. Celui voté par l'Assemblée Générale d'ECA (1,9 M€ en faveur des minoritaires) a été versé le 21 juillet 2011.

Il n'y a aucun autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2011 et la date du Conseil d'Administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés du Groupe.

5. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Sociétés	Société mère au 30/06/2011	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		06-2011	12-2010	06-2011	12-2010	06-2011	12-2010
Société consolidante							
GRUPE GORGÉ SA		Top	Top	Top	Top	IG	IG
Structure							
FINU 4 ⁽¹⁾	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
LASER TECHNOLOGIES ^{(1) (2)}	-	-	95,60	-	95,60	-	IG
LES PÂTUREAUX ^{(1) (3)}	-	-	100	-	100	-	IG
SCI DES CARRIÈRES	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
Systèmes intelligents de sûreté							
ECA ⁽⁴⁾	GRUPE GORGÉ SA	67,19	67,14	52,70	52,70	IG	IG
ECA AMERICA LATINA (Brésil) ⁽⁵⁾	ECA SA	99,74	99,74	52,56	52,56	IG	IG
ECA CNAI	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
ECA CSIP Ltd (Grande-Bretagne)	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
ECA EN	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
ECA FAROS	ECA SA	98	98	51,64	51,64	IG	IG
ECA ROBOTICS ⁽⁶⁾	ECA SA	100	100	52,70	100	IG	IG
ECA SINDEL (Italie)	ECA SA	96,02	96,02	50,60	50,60	IG	IG
ECA SINTERS	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
ESFE (Singapour) ⁽⁷⁾	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
OD ECA (Turquie)	ECA SA	60	60	31,62	31,62	IG	IG
SSI (Etats-Unis)	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
TRITON IMAGING (Etats-Unis)	ECA SA	100	100	52,70	52,70	IG	IG
1ROBOTICS (Etats-Unis)	ECA SA	29,89	29,89	42,68	42,68	MEQ	MEQ
Projets et Services Industriels							
ALMEITA ⁽⁸⁾	-	-	100	-	95	-	IG
ALMITEC ⁽⁸⁾	-	-	95	-	95	-	IG
CIMLEC IBERICA (Espagne)	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIAL (Roumanie)	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIE	GRUPE GORGÉ SA / CLF	100	100	100	100	IG	IG
CLF SATREM	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
FAURE QEI	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
MFG DEUTSCHLAND ⁽¹⁾ (Allemagne)	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
N'SERV ⁽⁹⁾	-	-	100	-	100	-	IG
NTS France	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
NTS IBERICA (Espagne)	NTS France SAS	100	100	100	100	IG	IG
ROBOKEEP ⁽¹⁾	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG
SAS STONI	GRUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
TENWHIL	CIMLEC Industrie SAS	100	100	100	100	IG	IG

**Protection en Milieux
Nucléaires**

BAUMERT TECHNOLOGIES	NUCLEACTION SAS	100	100	100	100	IG	IG
NTC NUCLEACTION	NUCLEACTION SAS	100	100	100	100	IG	IG
NUCLEACTION	GROUPE GORGÉ SA	100	100	100	100	IG	IG
SCI DES PORTES ⁽¹⁰⁾	GROUPE GORGÉ SA	100	-	100	-	IG	-
SCM VERBOOM ⁽¹¹⁾	-	-	100	-	100	-	IG

⁽¹⁾ Sociétés sans activité

⁽²⁾ Une procédure de liquidation judiciaire est en cours

⁽³⁾ Liquidation de la société prononcée en juin 2010

⁽⁴⁾ Les pourcentages de contrôle concernant la société ECA tiennent compte des droits de votes doubles

⁽⁵⁾ Société créée en novembre 2010

⁽⁶⁾ Société anciennement dénommée CNAITEC qui a reçu l'apport des activités d'ECA SA

⁽⁷⁾ Société créée en juillet 2010

⁽⁸⁾ Sociétés cédées en mars 2011

⁽⁹⁾ Société cédée en septembre 2010

⁽¹⁰⁾ Société créée en mai 2011

⁽¹¹⁾ Société absorbée par BAUMERT Technologies en septembre 2010 (transmission universelle de patrimoine)

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1er janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe Gorgé, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.2 Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés » de l'annexe des comptes semestriels consolidés condensés qui présente les conséquences dans les comptes au 30 juin 2010 présentés à titre d'information comparative :

- de l'application de la nouvelle réglementation fiscale relative au traitement de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE,
- du traitement des sociétés ALMITEC et ALMEITA dans le cadre de la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées – depuis la clôture de l'exercice 2010.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris et Courbevoie, le 15 septembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Bernard España

COREVISE
Stéphane MARIE